

Edito

Horizons agricoles : la Corrèze et le Zambèze ?



Les chutes Victoria
sur le Zambèze



C'est une question essentielle
du projet agricole français
donc une question
éminemment politique.

L'horizon économique et financier global a rarement été aussi incertain. La croissance française est en panne, l'État peine à se financer, la zone euro tremble... Dans cette ambiance très morose un secteur doit avoir le sourire : l'agriculture. Dans presque toutes les productions la conjoncture des marchés et des prix est actuellement favorable et demeure bien orientée.

Pourtant le sourire reste crispé. Certes la météo aura cette année beaucoup joué avec les nerfs des producteurs ! Cette campagne très atypique a fait craindre le pire pour finalement se révéler acceptable sur les volumes comme sur la qualité.

Certes, le déséquilibre mondial entre l'offre et la demande crée une situation de tension forte et de grande nervosité sur les marchés. Ceci entraîne bien sûr une augmentation de la spéculation accentuée par la masse croissante des capitaux liquides disponibles au niveau planétaire. Mais cela renforce également la connexion des marchés entre eux. Cela passe, par exemple, par des effets complexes de transferts liés au coût de l'énergie et du sucre. Ainsi le maïs est devenu cette année le marché directeur pour les commodités végétales.

Le plus spectaculaire reste sans doute notre situation à l'export. Du fait du dynamisme de la demande asiatique et de l'évolution de la politique de certains états privilégiant leur marché intérieur comme l'Amérique du sud ou se trouvant en manque de disponibilités, de nombreux marchés exports restent aujourd'hui ouverts.

Grande prudence à l'export

Ceci devrait nous permettre de reconquérir certains de nos marchés traditionnels de proximité pour la viande, le lait, les volailles. Et pourtant on constate une difficulté majeure des opérateurs français à saisir ces opportunités (il suffit de se remémorer le roman fleuve du GIE Export viandes, le souhait de groupes comme LACTALIS, Bigard ou même BONGRAIN de ne pas augmenter leurs fabrications en France... Nous sommes donc très loin d'une position conquérante.

Sommes-nous devant une frilosité, une hyper prudence, un froid calcul opportuniste de maximisation du résultat court terme ou un pragmatisme visionnaire des industriels privilégiant la Corrèze au Zambèze, pour paraphraser une formule célèbre ? C'est une question essentielle du projet agricole français donc une question éminemment politique.

Nous avons construit depuis une vingtaine d'années une culture agricole franco-centrée axée sur la satisfaction du marché intérieur. Sans parler d'agriculture de riches, l'analyse économique montre que nous avons fait le choix de produits de qualité avec des coûts de production élevés et une faible productivité du travail. Cet état d'esprit conditionne donc l'ambition des entreprises de transformations autant que celle des agriculteurs. La différence avec les allemands est d'ailleurs saisissante. C'est une véritable question de gouvernance de l'agriculture.

Satisfaire le pré carré

Ce choix d'une agriculture centrée sur nos besoins domestiques constitue une sécurité de long terme avec le moins d'à-coups possibles. Cette attitude peut s'avérer sage si la crise financière s'amplifie et conduit comme dans les années trente à une séquence historique protectionniste, mais la probabilité de ce repli sur soi est faible. En revanche, elle conduit à refuser de saisir des opportunités de création de valeur par l'export qui sert uniquement à dégager les excédents.

À l'opposé, se présente le choix de moderniser nos filières vers davantage de flexibilité à tous les maillons afin de saisir toutes les opportunités de débouchés sur les marchés mondiaux, l'export devient alors une véritable stratégie comme c'est le cas actuellement pour les vins et spiritueux. Cette stratégie est sur le long terme davantage créatrice de richesses mais elle est porteuse de soubresauts et de crises passagères... c'est un autre monde.

Il s'agit donc d'un véritable choix de politique agricole... ou plus simplement un choix politique car il ne s'improvise pas à chaque retournement conjoncturel des marchés. La Corrèze ou le Zambèze versus la Corrèze et le Zambèze.



Jean-Marie SÉRONIE
jmseronie@50.cerfrance.fr

La première partie de la campagne de commercialisation 2011-2012 sera marquée par le soutien des cours du blé par le maïs, des stocks mondiaux prévisionnels toutes céréales confondues relativement faibles, ainsi que le retour de l'Ukraine et de la Russie sur les marchés internationaux.



CÉRÉALES

BLÉ

Au printemps dernier, la campagne 2010 semblait devoir se terminer avec des stocks moyens et la sécheresse printanière sur le nord communautaire laissait présager une faible récolte. Le marché du blé, et plus généralement des céréales à paille, voyait alors s'affronter d'un côté, des fondamentaux de marchés tendus et de l'autre, un positionnement des financiers inquiets d'une conjoncture mondiale morose.

Portés par la première tendance, les cours ont atteint fin mai le niveau de 250 €/T sur l'échéance marché à terme Euronext de novembre 2011. Une forte correction de 50 €/T, sur le seul mois de juin, a ramené les variations de cours entre 190 et 200 €/T exception faite d'un sursaut fin août au moment où les craintes sur la récolte de maïs américain étaient les plus fortes.

Dans un marché indécis, le mois d'octobre aura été caractérisé par de faibles amplitudes journalières dans un trend compris entre 180 et 190 €/T sur le MAT. Cette faible amplitude aura d'ailleurs entraîné, en toute logique, une baisse de la valeur des options.

Pourtant les fondamentaux du blé plaident pour une baisse des cours : depuis la récolte, la production de blé est régulièrement revue à la hausse comme le montre le tableau ci-dessous. La récolte européenne s'est révélée meilleure que ce que l'on pouvait craindre en particulier en France. Le retour sur les marchés internationaux de la Russie avec une production d'environ 57 MT (dont 18 exportables), de l'Ukraine et du Kazakhstan (40 MT dont 16 exportables) est une réalité depuis plusieurs semaines; avec des prix très compétitifs, ces pays concurrencent l'Union Européenne sur l'Afrique du Nord.

Enfin, à la faveur d'une bonne récolte, l'Australie et l'Argentine devraient également faire leur retour prochainement sur la scène internationale. Ces informations devraient normalement provoquer une baisse des cours mais les tensions sur le marché du maïs apportent un soutien incontestable au blé. Mais toute faiblesse des cours du maïs pourrait entraîner une baisse sensible du blé.



Évolution des prévisions de récolte mondiale de blé 2011

(en M de T)	Rappel 2010	Juin	Juillet	Août	Sept	Oct	Nov
Production	641	664	662	672	673	681	683
Consommation	663	667	667	670	677	674	677
Stocks fin	175	184	182	189	195	202	203

Source : rapport USDA

ORGE

Les exportations françaises d'orge fourragère ont été particulièrement importantes depuis le début de campagne; conséquence d'une production mondiale très moyenne estimée à 135 MT, les prix se sont donc bien maintenus tout en restant compétitifs vis-à-vis de la Mer Noire dont la concurrence demeure faible cette année.

Malgré une bonne récolte australienne attendue, le niveau des stocks devrait être le plus faible depuis 4 ans.

Quant à l'orge de brasserie, le marché n'évolue guère actuellement; les craintes concernant la qualité de certains lots et les disponibilités réduites ont conduit les opérateurs à freiner les transactions et faire preuve d'attentisme.



MAÏS

Incontestablement, le maïs tient la vedette cette année. Malgré une production européenne en forte hausse (un peu moins de 64 MT contre 57 MT l'an passé), le bilan mondial demeure tendu en raison d'une situation inédite aux USA.

Produisant plus du tiers du maïs mondial, lui-même absorbé pour un tiers dans la fabrication d'éthanol, le stock fin de campagne 2011 américain devrait être historiquement bas pour n'atteindre qu'environ 20 MT soit seulement 7% de la consommation.

La volonté politique du gouvernement américain de continuer à promouvoir l'incorporation d'éthanol et le plafonnement du rendement constaté depuis 4 à 5 ans pourrait prolonger cette situation.

Profitant de cette relative absence des USA, le maïs européen s'exporte beaucoup plus que d'habitude: 1,1 MT de certificats d'exports ont été attribués par Bruxelles contre 300 000 T à cette même époque l'an passé.

Le maïs bénéficie aussi d'un intérêt auprès des FAB étant donné le prix relativement élevé de l'orge fourragère.

La grosse récolte française, inattendue encore cet été, et la forte production hongroise ne devraient donc pas connaître de problèmes de débouchés.



Mondialisation des marchés

Les marchés des commodities céréalières sont bien mondialisés et interdépendants. Les événements climatiques, les choix politiques des grands pays exportateurs (incorporation d'éthanol, taxes export, etc...) se répercutent sur l'ensemble des marchés. Les fondamentaux du marché du blé, pourtant baissiers actuellement, sont compensés par les tensions sur celui du maïs. Le maïs est, pour le début de campagne 2011, l'élément directeur du marché des céréales, tendance que l'on avait déjà constatée d'ailleurs l'an passé. Le récent rapport USDA, abaissant quelque peu les perspectives de rendement maïs américain, et les stocks fin mondiaux conduisent pour l'instant à maintenir l'équilibre en blé et stabiliser les cours.

Spéculation financière et fondamentaux

La financiarisation des marchés des produits agricoles s'est incontestablement renforcée depuis 2007. La spéculation a souvent été montrée du doigt comme étant le facteur de dérèglement des marchés. En fait c'est bien l'interdépendance des productions et la rapidité de l'information qui contribuent à cette financiarisation.

Les marchés ont souvent tendance à "sur-réagir" en réponse à des informations ponctuelles mais ils reviennent assez vite à la réalité des fondamentaux qui est l'équilibre physique prévisionnel entre l'offre et la demande. Si les fonds de pension ou les fonds spéculatifs contribuent largement à accentuer les évolutions de cours, les producteurs aussi, ont leur part de responsabilité.

L'étude comparée des évolutions de marché à terme et des marchés financiers révèle des périodes de même tendance ou à l'inverse des tendances non corrélées. Par exemple, les baisses simultanées du CAC 40 et du marché à terme du blé à la fin de l'été 2008 étaient l'expression d'une crise systémique touchant l'ensemble de l'économie. Par contre la crise spécifique à la finance de juin 2011 s'est traduite par une chute brutale du CAC 40, alors que le blé évoluait conformément aux prévisions de production, sans corrélation avec les marchés financiers. Cependant si la crise financière actuelle devait s'aggraver, laissant entrevoir une forte récession, et par conséquent une baisse de la consommation, les marchés évolueraient probablement de manière similaire.



Marchés, baisse des aides européennes, investissements et couvertures...

Les producteurs agricoles doivent bien prendre conscience que la volatilité des cours constatée depuis 2007 est devenue une donnée structurelle. Dans le cadre de la future PAC, la prochaine baisse des aides sur les exploitations de grandes cultures (ou d'élevage) bénéficiant d'un montant moyen de DPU à l'hectare élevé est à rapprocher de l'impact des marchés. Une baisse de 100 €/ha sera compensée par une augmentation du prix de vente du blé de 12,5 €/T pour un rendement de 8 T/ha ou également par une baisse du coût de production du même montant. Nous sommes là, bien en deçà des variations de cours constatées sur une même campagne. Incontestablement, les investissements ont largement repris dans les régions où les résultats prévisionnels s'annoncent bons. Pour autant, le choix des investissements, de leur montant et de leur financement révéleront la stratégie des exploitants à gérer sur le long terme les alternances de conjoncture et leur capacité à amortir d'éventuels effets ciseaux, tels que celui de 2009.

OLÉAGINEUX

COLZA

La récolte européenne (environ 19 MT) sera globalement en repli par rapport à l'an passé et conduira à un bas niveau de stock de 1,2 MT (en diminution constante depuis 2008). Si en France, comme au Royaume Uni, la récolte fut exceptionnelle avec des rendements inespérés au vu des conditions climatiques printanières, il n'en était pas de même en Allemagne et en Pologne qui enregistrent de très mauvais résultats. Cette année, l'Europe devrait ainsi avoir recours à d'importantes importations de biodiesel (aux alentours de 2,5 MT) en provenance d'Argentine notamment.

À l'échelle mondiale, les bilans sont également tendus, et ne laissent pas envisager un maintien des stocks de fin de campagne.

Ces éléments devraient conduire à un raffermissement des cours, qui sont cependant sur une tendance stable à baissière depuis le début de l'année, même si quelques fortes amplitudes sont visibles. Car la volatilité sur le colza est structurellement plus importante qu'en blé et la construction du prix du colza résulte de nombreux facteurs. Le marché du colza est lié aux marchés des huiles de palme, de tournesol, ou de soja, qui peuvent se substituer les uns aux autres dans des proportions non négligeables.

Les nombreux débouchés industriels du colza, en particulier le biodiesel, rendent aussi le marché beaucoup plus dépendant de l'activité économique.

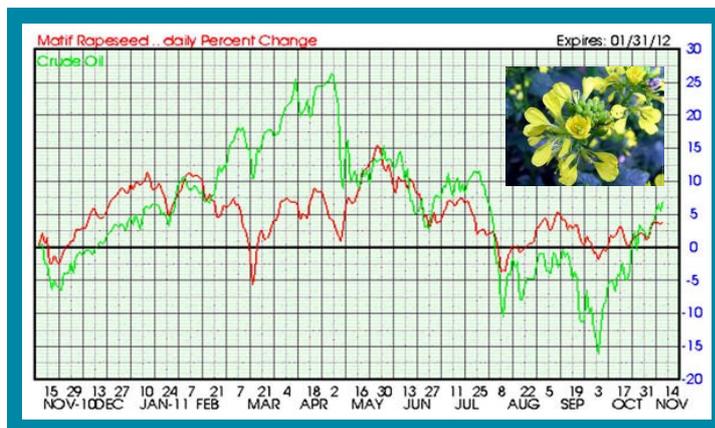
L'impact des marchés financiers, en réponse à la crise mondiale, se lit donc facilement sur les cours du colza avec une corrélation fréquente entre l'évolution des cours du pétrole et ceux du colza.

TOURNESOL

Premier producteur de tournesol en Europe, la France voit sa production 2011 progresser fortement pour atteindre 1,9 MT, ainsi que les autres pays européens. Malgré cela, la Russie avec 9 MT prévus et l'Ukraine 8,7 MT dépassent l'Union Européenne (8,4 MT).

Les fortes disponibilités mondiales en graines de tournesol (40 MT contre 35,5 MT en 2010), devraient entraîner une décote du tournesol face au colza, conduisant les tritrateurs à utiliser plus de tournesol que d'habitude et à des pertes de marché du palme sur le marché des huiles.

Évolution journalière comparée entre le colza et le pétrole (données exprimées en %)



Thierry LEMAITRE
tlemaire@neidf.cerfrance.fr

PROTÉAGINEUX

L'extrême hétérogénéité et la faiblesse des rendements caractérisent la récolte française des protéagineux. Les rendements nationaux en pois (37 q/ha) et en féveroles (36,5 q/ha) sont parmi les plus faibles de ces dernières années.

La qualité des pois est relativement bonne malgré des teneurs en protéines faibles alors que de nombreux lots de féveroles sont de mauvaise qualité en raison d'un taux élevé de grains bruchés. Les surfaces françaises de pois sont passées de 247 000 ha en 2010 à 189 000 ha en 2011, la sole totale protéagineuse 2011 avoisinant les 285 000 ha.

Sur les marchés, la Norvège est devenue depuis l'année dernière un client important pour la France, aussi bien en pois qu'en féveroles, pour une utilisation en pisciculture.

En 2010-11, la moitié des exportations de pois sur pays tiers, a été réalisée sur la Norvège, avec un volume de 87 000 T, soit le double de l'année précédente. La concurrence des États-Unis et du Canada sur le marché international des pois devrait être nettement moins forte cette année, les surfaces ayant diminué respectivement de 52% et de 33% dans ces deux pays.

Concernant les féveroles, l'Égypte demeure le principal client de la France en absorbant 90% de nos exports. Fin septembre, les exportations totales de féveroles atteignaient 75 000 T contre 90 000 T l'année dernière sur un total annuel de 245 000 T. Sur ce marché de l'Égypte, l'Australie est devenue notre principal concurrent.



Les déceptions sur les rendements, leur grande variabilité en féveroles particulièrement, et le découplage de l'aide protéagineuse de 55,5 €/ha, dès 2012, amèneront beaucoup d'exploitants à s'interroger sur l'avenir de ces productions sur leur exploitation.

Le "coup de pouce" donné aux protéagineux grâce à l'aide supplémentaire décidée dans le cadre de l'article 68 du règlement CE 73-2009, suffira-t-il à maintenir une production suffisante pour intéresser les fabricants d'aliments ou les exportateurs jusqu'en 2013 ? Et cela, en attendant d'éventuelles mesures à intégrer dans la future PAC...

Des hauts et des bas, en pommes de terre de conservation...

Les campagnes se suivent... mais ne se ressemblent pas !

Une récolte potentielle historique selon le NEPG (Nord-West European Potato Growers Group) avec plus de 25,5 Millions de tonnes dans les cinq principaux pays (Angleterre, Allemagne, Belgique, France, Pays-Bas) pour la pomme de terre destinée au marché du frais et à la transformation. Une récolte supérieure de 1,6 Million de tonnes à la récolte de l'année dernière (+ 6,8%). Alors que les fondamentaux du marché demeurent bien orientés à l'export, sur les marchés de la transformation et de la consommation intérieure en frais, les producteurs de pommes de terre ne devraient pas éviter une baisse de cours lors de cette campagne très abondante. Commentant le bilan de la campagne 2010-2011, le CNIPT (Comité interprofessionnel de la pomme de terre) tirait récemment : "Une campagne à marquer d'une pierre blanche". Pour la campagne 2011-2012, il est encore trop tôt pour se prononcer, mais elle ne sera comparable en rien avec la précédente. Chaque campagne est en effet la résultante de plusieurs paramètres-rendements, volumes produits, conservation, production locale chez les acheteurs...

Retour sur la campagne 2010-2011

Elle a eu pour principale caractéristique, une baisse de la récolte en France comme dans le Nord de l'Union européenne, accentuée par la faible récolte dans les pays d'Europe centrale, en particulier la Russie frappée par des conditions climatiques calamiteuses.

À l'exportation, la campagne a été exceptionnelle en valeur et en volume

En effet, la valeur des exportations a atteint des sommets, tandis qu'en volume elles faiblissent à peine. Les deux premières destinations sont toujours l'Espagne (555 000 T) et l'Italie (360 000 T) devant la Belgique (280 000 T). Une nouvelle destination, l'Europe centrale et de l'Est, apparue il y a peu, se confirme lors de cette campagne.

Sur le total Europe de l'Est, la Russie représente moins de 25 000 T vendues en direct, mais il faut ajouter environ 85 000 T expédiées via d'autres pays, la Belgique en particulier.

Au total, la Russie aura importé près de 1 800 000 T de pommes de terre, contre 400 000 T environ les années précédentes, principalement des Pays-Bas, d'Egypte, du Pakistan et en quatrième position de France.



UE 5 – Pommes de terre de conservation (hors féculé et plants)

Exportations françaises	2009-2010	2010-2011
Exportations en valeur	312,5 Ms €	505 Ms €
Exportations en volume	2 060 000 T	1 960 000 T
Dont Europe de l'Est	150 000 T	220 000 T



La consommation intérieure s'envole en valeur

Malgré la forte hausse des prix observée au détail, de 20 à 40% selon les catégories, les achats des ménages de la campagne (août à fin juillet) ont été identiques à ceux de la campagne précédente au total et en léger recul de 0,3% seulement dans la GMS.

Les prix n'ont en effet qu'un effet relatif sur la consommation. Les deux campagnes précédentes avaient vu, à la fois les prix baisser de 5 à 10% et les achats reculer au total de 7%.

Des prix fermes

En 2010-2011, la pomme de terre s'est bien valorisée. Ainsi, au stade expédition, la Bintje Nord (NL, cat. 2.40-75mm, 25 kg) ressort en moyenne à 242 €/tonne bien au-delà des cours des deux campagnes précédentes.

L'Agata (lavée, 40-70m, 12,5 kg) profite également de l'envolée des cours : 508 €/tonne, tout comme la Charlotte France (lavée, catégorie 1, +35m, 12,5 kg) qui se vend 532 €/tonne.

2011-2012 une campagne plus lourde

La campagne n'est encore que dans sa première partie, mais des signes d'une campagne plus lourde apparaissent.

Stimulés par les hauts prix de l'an dernier, les surfaces 2011 ont progressé en France, comme chez les grands producteurs du Nord Ouest de l'UE.

Cette progression n'a pas été compensée par la sécheresse de printemps. Au contraire, un été exceptionnellement humide et frais a profité à la pomme de terre. Aucun accident climatique n'est à déplorer pour le moment ; mais la croissance des tubercules n'a pas toujours pu être maîtrisée par le défanage, entraînant une proportion de gros calibres anormalement élevée dans certaines parcelles avec des problèmes de qualité.

Le rendement atteindrait (selon le NEPG), 47 t/ha, tonnage le plus élevé depuis six ans. Pour la France, les experts du ministère de l'Agriculture prévoient une production de 5,56 Mt, supérieure de 14% à celle de 2010 et de 12,5% à la dernière moyenne quinquennale.

L'Allemagne annonce une récolte 2011 en hausse à 11,93 millions de tonnes, une progression de 17,6% par rapport à 2010.

On peut donc parler de surabondance aux plans national et communautaire, tandis que le dégagement à l'exportation, domaine dans lequel la France excelle, va se trouver sensiblement rétréci.

La France s'est illustrée en 2010-2011 par la progression de ses ventes sur l'Europe centrale qui retrouvera, cette année, des récoltes normales. Ce débouché ne sera pas aussi ouvert cette saison, mais demeure porteur d'espoir car ces pays pourraient avoir pris goût à la qualité de la production française avec des prix qui leur seront bien plus attractifs.

Un autre débouché se révèle plus prometteur : celui de la transformation. En 2010-2011, les industriels ont mis en œuvre 1,1 Mt (+11%) et la consommation de produits transformés, notamment les frites surgelées et les chips, est en sensible progression.

Sur le marché intérieur du frais, la consommation des ménages s'est maintenue l'an dernier, malgré la forte augmentation des prix de détail, + 27,5% en grandes et moyennes surfaces.

Mais ces quelques bons indices ne permettront pas d'éviter une chute des cours, car déjà, en ce début de campagne, les diverses variétés courantes s'affichent entre 100 et 120 €/t départ bassin Nord, contre 250 € l'an passé. Des possibilités d'achats apparaissent en Afrique du Nord en raison des prix bas ; et à ces niveaux de prix, les acheteurs d'aliments pour bétail ont pénétré le marché pour s'engager sur des volumes.

Mais une campagne pommes de terre ne peut vraiment s'évaluer qu'à son terme, de nombreux paramètres peuvent encore intervenir au cours de celle-ci comme l'évolution de la conservation, le poids des lots qui pèsent sur le marché. La campagne 2011 sera bien sûre différente de la précédente, mais quelques espoirs sont encore permis, le passé est là pour le confirmer.



Pierre-Yves LELONG
plelong@cerfrance-amiens.fr



	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
PRODUCTION (x 000 t)							
Évolution annuelle		-6,7%	12,2%	-0,7%	4,2%	-3,8%	6,8%
TOTAL	22 980	21 439	24 058	23 899	24 908	23 958	25 574
SURFACE (ha)							
Évolution annuelle		0,8%	4,7%	-2,3%	3,6%	0,0%	1,3%
TOTAL	499 369	503 587	527 258	515 338	533 834	533 899	540 684
RENDEMENT (t/ha)							
Évolution annuelle		-7,5%	7,2%	1,6%	0,6%	-3,8%	5,5%
TOTAL	46,0	42,6	45,6	46,4	46,7	44,9	47,5

Source : NEPG (North-Western European Potato Growers)

Une histoire de pomme

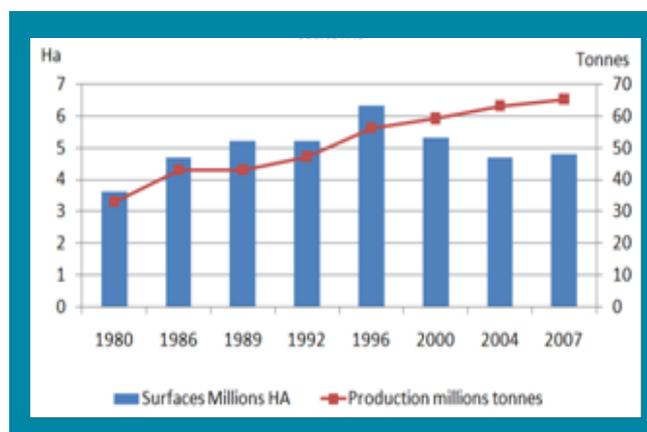


"Y'a pas seulement que de la pomme, y'a aut'chose."

Une production mondiale qui progresse

En l'espace de 30 ans, la production mondiale a doublé. Cette évolution s'est accompagnée dans un premier temps d'une hausse des surfaces, passées de 3,6 à 6,3 millions d'Ha mais redescendues par la suite à 4,8 millions d'Ha en 2007. Ce qui signifie que le rendement moyen du verger mondial a fortement progressé.

Évolution mondiale des surfaces et tonnage POMME



Source : FAO

Production mondiale de la pomme

Pays	Milliers Tonnes	% de la production mondiale
Italie	2 115	3%
France	1 601	2%
Pologne	2 600	4%
Autre UE	4 384	7%
Total UE	10 700	16%
Chine	28 000	43%
USA	3 941	6%
Amérique Sud	3 800	6%
Turquie	2 457	4%
Inde	2 000	3%
Russie	2 000	3%
Total monde	65 000	100%

Source : FAO

Cette production, évaluée à plus de 65 millions de tonnes, se situe pour une grande part en Chine (43% des tonnages et une progression de 40% en 5 ans).

La production se développe principalement au Brésil, au Chili, en l'Inde. Les autres pays accusent de petites variations à la hausse ou à la baisse.

L'Union Européenne a stabilisé sa production (16% des tonnages), issue essentiellement de trois pays gros producteurs : la Pologne, l'Italie et la France.

13% de cette production mondiale sont exportés. En tête, le Chili, qui a doublé ses volumes en 2008, avec 18% des tonnages exportés. Puis la Chine, qui a également doublé ses volumes en cinq ans, avec 12%. L'Italie, la France, la Pologne et les États-Unis exportent des tonnages comparables (de 5% à 8%).

Pays exportateurs

Pays	Milliers Tonnes	% des exports mondiaux
Chili	1 549	18%
Chine	1 020	12%
Italie	785	9%
France	685	8%
EtatsUnis	663	8%
Pologne	434	5%
Autres Pays	3 398	40%
Total	8 534	100%

Source : FAO

Pays importateurs

Pays	Milliers Tonnes	% des imports mondiaux
Russie/ Ukraine	1 098	15%
Allemagne	669	9%
Royaume Uni	523	7%
Pays Bas	400	5%
Espagne	237	3%
Belgique	224	3%

Source : FAO



La Russie et l'Ukraine, avec 15% des échanges mondiaux, sont les principaux importateurs. Leur importation a même augmenté de 200% en 5 ans ! L'Allemagne et le Royaume-Uni sont aussi de gros importateurs.

Jusqu'à présent, la Pologne destinait ses exportations aux pays de l'Est. La production française s'adressait principalement au Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et Algérie, pays vers lesquels la Pologne se tourne également désormais.

La production française stabilisée

Après une forte baisse au début des années 2000, notre production nationale qui était de 2,2 millions de tonnes, se stabilise aujourd'hui autour de 1,6 millions de tonnes (dont 300 000 T pour l'industrie). Cependant, les surfaces continuent de baisser, mais les rendements ont progressé de 5T / Ha en 10 ans. La production est représentée sur la quasi-totalité du territoire français, cependant, on peut distinguer 4 bassins principaux : le Sud Est (30%), le Sud Ouest (20%), les Pays de Loire (16%) et le Limousin (11%).

Le verger français a fortement évolué ces dernières années. Les surfaces moyennes ont progressé, le niveau de qualité aussi, avec entre autres, des démarches telles que "Verger Éco Responsable". Nous avons donc une offre de qualité. Or, la demande française exige de beaux fruits, elle attend également des premiers prix, ce qui correspond à des petits calibres que nous fournissons moins. Il y a donc un décalage partiel entre l'offre et la demande nationale. Compte tenu de nos coûts de production, dont la main d'œuvre, nous ne pouvons pas lutter contre des pays tels que la Pologne sur les premiers prix. Nous sommes donc amenés à nous organiser afin d'exporter une partie de nos fruits de qualité vers les pays demandeurs.

En France, la mise en marché est très atomisée. La majorité des structures commerciales négocient de petits tonnages, souvent en dessous de 10.000 T. Il existe quelques regroupements de structures entre 50 000 T et 100.000 T, tels que "Pomme du Limousin" avec un produit bien identifié, ou "BVL", "Pomme d'Anjou" en Pays de Loire... avec une gamme large. Enfin, un leader, "Blue Wales", se détache nettement avec ses 170 000 T de pommes.

Par contre, nos concurrents étrangers ont des structures de grande taille : "Vogue" 650 000 T, "Melinda" 280 000 T, "VIP" 240 000 T pour l'Italie. Les USA et le Chili ont aussi des structures comparables.

L'évolution des 3 dernières campagnes

La formation du prix de la pomme dépend d'éléments tels que les stocks en début de campagne, le niveau de la production (souvent influencé par les tonnages de la Pologne qui peuvent varier très fortement) et la réaction du secteur industriel de la pomme.

Ainsi, à l'été 2009, les stocks dus au report de la campagne 2008 étaient importants ; d'où un engorgement des marchés et une forte baisse des prix. Les industriels n'ayant pas de crainte sur leur approvisionnement ont laissé chuter les prix. Une baisse de la consommation est venue accentuer ce phénomène et les prix ont été inférieurs de 20% par rapport à la moyenne des 5 années antérieures.

En revanche, pour la campagne 2010, le faible stock report, l'offre moins importante et le fait que les industriels ont dû sécuriser leurs approvisionnements ont eu un effet positif sur les prix ; ce qui a permis de redresser la situation.

En 2011, le stock de report est faible, mais la récolte, en avance de 3 semaines est rentrée en concurrence avec les fruits d'été. D'autre part, les pommes produites cette année sont d'un gros calibre et ne répondent donc pas totalement à la demande française de fruits de premier prix. D'où une tension sur le marché français, mais aussi des opportunités à l'export vers des destinations valorisant ces gros calibres où, en début de campagne, les prix étaient supérieurs de 10 à 15% à ceux pratiqués en France.

Une production à pérenniser

Il est important de travailler tant au niveau de la production que de la mise en marché. Au niveau des vergers, des unités de plus de 20 Ha permettent d'optimiser les coûts des investissements. Un taux de renouvellement du verger de 7 à 8% est nécessaire afin d'avoir des variétés en phase avec le marché. Une bonne gestion de la main d'œuvre permet d'optimiser les charges, surtout celle concernant les travaux avant récolte, charge souvent plus difficile à gérer. En ce qui concerne la mise en marché, nous avons vu qu'il existe un décalage entre notre offre et la demande en France, mais aussi pour certains de nos marchés export. S'il existe aujourd'hui de nombreuses structures commerciales pour répondre à l'attente du marché national, il s'avère que nous avons besoin désormais d'entreprises capables de commercialiser de gros volumes pour développer l'export sur de nouveaux marchés. Ceci afin de dégager la partie de nos produits de qualité supérieure qui se retrouve actuellement en décalage avec nos besoins.

C'est à cette condition que l'on peut avoir une gamme complète, capter l'exclusivité des nouvelles variétés club, créer des marques, développer la recherche et développement, amener du service... et développer de nouveaux marchés capables de valoriser nos produits en sortant d'une concurrence basée sur le seul critère des prix.



Alain FOURNIER

afournier@cerfrance.agc47.fr

Tomate... une campagne 2011 difficile

Les principaux acteurs

Sur le marché européen et français de la tomate de consommation, les principaux acteurs sont les Pays Bas, la France et la Belgique, l'Espagne et le Maroc.

Les Pays Bas, avec 1 676 Ha de serres chauffées ont connu en 5 ans une augmentation de 20% des surfaces cultivées. 760 000 T sont exportés dont 44% vers l'Allemagne et 16% vers le Royaume-Uni. Les outils sont modernes, compétitifs et les producteurs bénéficient d'une énergie à un coût très concurrentiel grâce au prix du gaz et à la cogénération.

La Belgique produit actuellement 200 000 T, après un repli en 2010. Les outils de production sont récents et le marché est tourné vers l'Allemagne (30%) et la France (30%).

Cependant, avec 12 700 Ha, l'Espagne reste le principal producteur, même si les surfaces exploitées ont diminué de 11% en 4 ans. Ses exportations sont de nouveaux en légère hausse après une baisse de 20% sur la période 2008 à 2010. Quatre clients principaux (Allemagne, Royaume-Uni, France et Pays-Bas) se partagent 70% de ses exportations avec des tonnages assez proches pour chacun d'eux. Mais ses outils de production sont légers et donc très sensibles aux aléas climatiques et aux problèmes sanitaires.

Le Maroc exporte vers l'Union Européenne 350 000 T, dont 233 000 T bénéficient d'un accord d'entrée à droits nuls. Des outils plus modernes se développent dans le sud du pays, grâce à des investisseurs espagnols.

La pérennité de notre production dépend de notre capacité à innover

(gamme, segmentation, organisation de la mise en marché...), à baisser nos coûts de productions (surtout énergie) et à progresser techniquement.



La production française et les échanges

La production française estimée à 578 000 T en 2011 a connu une légère progression sur 2010, mais reste en légère baisse sur une moyenne de 5 ans. Les surfaces (actuellement 2 155 Ha) ont diminué de 13% en 5 ans (diminution du plein champ et des abris froids).

Le Sud Est qui produit 46% des tonnages avec cependant des surfaces en régression de 20% en 5 ans reste la principale région de production. La Bretagne vient ensuite avec 34% des tonnages et des surfaces en légère progression (+ 2% en 5 ans). Le Val de Loire et le Sud Ouest représentent seulement 18% des tonnages.

Les outils se modernisent peu à peu et de nouvelles serres sont construites. Ces nouveaux investissements se mettent en place pour faire face à un abandon des abris froids et à la conversion de serres verre anciennes vers des productions telles que la fraise hors-sol. Les nouveaux outils misent surtout sur l'économie d'énergie (proximité de sources d'énergie, nouvelles énergies). Ces nouvelles serres permettent une meilleure adaptation à la gamme de petits fruits et à l'amélioration des rendements.

L'équilibre de notre marché

La France importe près de 350 000 T, principalement du Maroc (44%) avec une progression constante, d'Espagne (30%) avec une légère érosion, de la Belgique et des Pays-Bas (20%).

La France exporte en moyenne 40 000 T (hors ré export). Le principal client est l'Allemagne avec 50% des tonnages.



Source : Interfel

L'équilibre de notre marché est dépendant d'une part, de pays du Nord (Pays-Bas, Belgique) qui exportent principalement vers l'Allemagne et le Royaume-Uni, et d'autre part, du Maroc et de l'Espagne. En année moyenne, le marché s'équilibre et le résultat économique des exploitations dépend fortement de la capacité à réaliser de bons rendements et à maîtriser des charges telles que l'énergie et la main d'œuvre.

La campagne 2010 a été une bonne année, car le Maroc et l'Espagne ont subi des problèmes sanitaires qui ont impacté leur production et donc leurs exportations.

Par contre, 2011 est une campagne très difficile à cause du cumul d'éléments résumés ci-dessous.

Une campagne 2011 difficile

Le début de campagne a été quasi normal pour les productions précoces en février et mars, même si les importations du Maroc et d'Espagne avaient repris après une baisse conséquente en 2010. Par contre, en avril et mai, au cœur de la campagne de production française, ces importations ont progressé et même dépassé celles de 2009 et les cours se sont fortement dégradés.

En juin, la crise d'Escherichia Coli a entraîné une perte de confiance des consommateurs. Dans le même temps, l'Allemagne et la Russie ont cessé leurs importations et les pays exportateurs (Pays-Bas et Belgique) se sont repositionnés entre autre sur notre marché. En juillet, alors que les cours auraient pu se redresser, une météo défavorable a induit une faible consommation et les cours ne se sont pas redressés. Les mois suivants n'ont pas réussi à rétablir la situation.

Cette crise aura un effet certain sur le résultat économique des serristes qui ont vu le prix de vente de leurs produits (grappe et ronde) baisser en moyenne de 20% par rapport la moyenne des 5 années antérieures, alors que les principales charges (énergie et main d'œuvre qui représentent plus de 60%) ont fortement augmenté.

Par contre, les producteurs français, grâce à leurs organisations commerciales ont su éviter la catastrophe en valorisant leurs produits. Ainsi, le retrait a été peu utilisé par la France qui a consommé une enveloppe de seulement 1,6 millions d'euros, contre 71 millions d'euros pour l'Espagne et 27 millions pour les Pays-Bas (enveloppe qui concerne tomate, concombre, poivron, laitue et courgette). Les producteurs français ont, en effet, réussi à commercialiser leur production à un prix bien supérieur aux 33 cts d'€ du retrait.

Il est cependant à noter que ce sont les tomates rondes et grappes qui ont subi ces difficultés de marché. Le reste de la gamme (variétés anciennes, cocktail...) ont bien résisté, mais leur prix baisse régulièrement, dans la mesure où ce marché atteint sa maturité.

Et demain...

La pérennité de notre production dépend de notre capacité à innover (gamme, segmentation, organisation de la mise en marché...), à baisser nos coûts de productions (surtout énergie) et à progresser techniquement.

Si les pays du Sud nous suivent dans la mise en place d'une segmentation plus complète et investissent dans des outils plus lourds pour fiabiliser leur production, leurs investissements et le mouvement naturel de l'augmentation de leurs coûts de production peuvent nous laisser un champ de compétition à exploiter.



Alain FOURNIER

afournier@cerfrance.agc47.fr



Le secteur sucrier en éternel mouvement

Le secteur sucrier alimente une actualité riche actuellement : forte volatilité des prix du sucre, évolution des acteurs industriels du secteur, une récolte 2011 exceptionnelle, des velléités de suppression des quotas sucres à l'horizon 2015 dans le cadre de la réforme de la PAC 2014.



Une forte volatilité des prix

Le marché mondial du sucre continue d'être marqué après une forte volatilité des prix. Le prix mondial de référence du sucre brut a enregistré en 2010 une succession de pics et de corrections à la baisse avant d'atteindre en février 2011 son niveau le plus élevé depuis 30 ans (795,4 USD/t). Les fondamentaux du marché à l'origine de la volatilité des prix sont les forts déficits mondiaux en sucre des deux campagnes précédentes et les conditions

météorologiques défavorables dans un certain nombre de pays, qui ont réduit l'importance de la reprise attendue de la production et, par conséquent, entraîné la hausse.

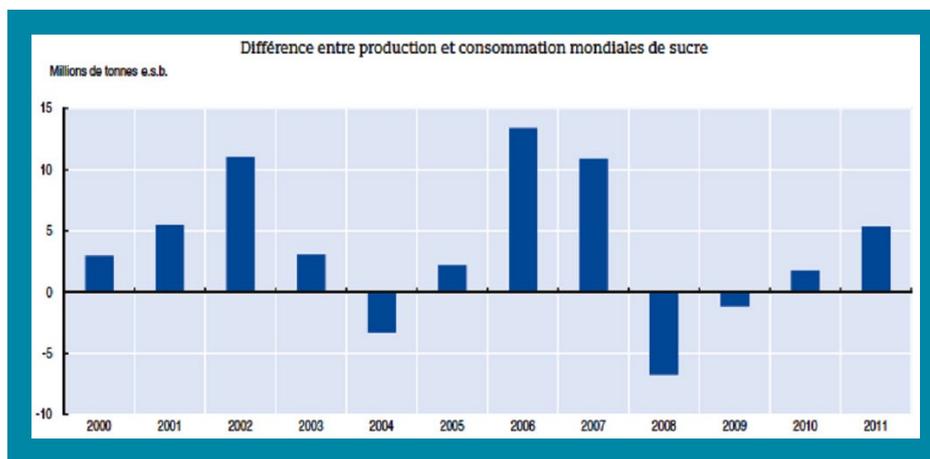
Les stocks mondiaux de sucre qui avaient déjà baissé, sont tombés en 2010-11 à leur niveau le plus bas depuis 20 ans, contribuant à l'augmentation ainsi qu'à la volatilité des prix du marché.

Toutefois la production mondiale de sucre pour la campagne 2011-2012 se redresse et atteindrait 176,3 Mt en valeur brute, contre 167,7 Mt pour 2010-2011. De son côté, la consommation mondiale de sucre passerait de 167,6 Mt estimés en 2011 à 170,5 Mt en 2012.

La perspective du retour, au niveau mondial, d'un excédent de production par rapport à la consommation mondiale, chiffré à 4,2 millions de tonnes par l'Organisation internationale du sucre, devrait avoir un effet baissier, mais la campagne 2011-12 démarre avec des stocks mondiaux au plus bas.

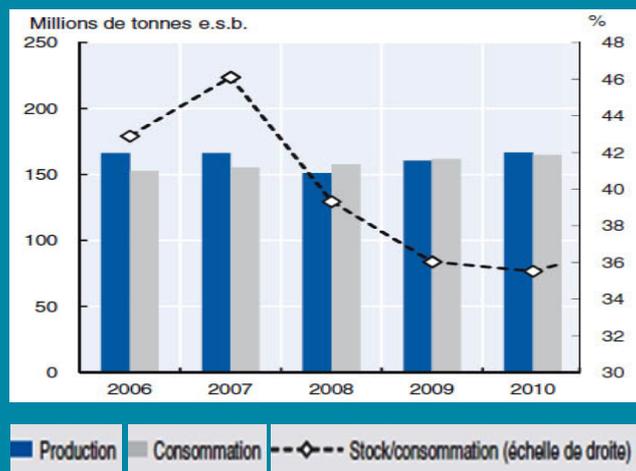
La production des principaux importateurs (Russie, Ukraine, Union Européenne, Pakistan, Chine) augmenterait de 6 millions de tonnes en 2011-12 ; leurs besoins d'importation devraient donc diminuer en 2011-12, alors que les disponibilités exportables devraient se maintenir à l'échelle mondiale.

Le bilan mondial de sucre devient excédentaire



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO

Évolution de la production, de la consommation et du rapport stock-consommation de sucre (Millions de tonnes e.s.b.)



Source : Secrétariats de l'OCDE et de la FAO

Une nouvelle progression de la production indienne et le maintien de la production thaïlandaise au niveau record de 10 millions de tonnes devraient compenser le déclin historique de la production brésilienne.

Selon l'organisation internationale du sucre (OIS), la production brésilienne de sucre devrait se replier en 2011 de 5%, notamment en raison d'une plantation tardive. Mais du fait des cours élevés du sucre, les exportations brésiliennes demeurent très dynamiques, en valeur elles ont plus que doublé entre 2008 et 2010, notamment en direction des pays émergents et elles enregistrent des montants records en août 2011 vers la Chine. En fonction des cours, le Brésil arbitre la répartition de sa production de canne à sucre entre production d'éthanol et production de sucre.

Campagne	2009-2010	2010-2011	2011-2012
Production brésilienne	41 Mt	39 Mt	36 Mt

Une reconfiguration du paysage sucrier français et européen

Le groupe coopératif Cristal Union, l'un des principaux producteurs européens de sucre propose d'acquérir la société sucrière Groupe Vermandoise. Cette acquisition vise la création du numéro cinq européen et la place de numéro deux français. Le nouveau groupe sera le deuxième sucrier français derrière TEREOS (Béghin-Say) et devant Saint Louis Sucre, propriété de l'allemand SÜDZUCKER. En Europe, les français sont devancés par les deux allemands SÜDZUCKER et NORDZUCKER et le britannique BRITISH SUGAR. Avec cette opération, la coopération représenterait alors 80% de la production française de betteraves. Dans les mois à venir, l'accès au statut de coopérateur devrait être proposé aux planteurs de la Vermandoise.

Avec la fin des quotas sucrés proposée par la Commission européenne pour le 30 septembre 2015 et par voie de conséquence l'arrêt des droits de livraison de betteraves liés au quota, les relations des planteurs avec leur entreprise se trouveront modifiées.

La fin des quotas sucrés annoncée pour septembre 2015

Les propositions législatives pour la PAC 2014 prévoient un arrêt des quotas sucrés au 30 septembre 2015. Des instruments spécifiques viendront se substituer à ce régime afin d'assurer un juste équilibre des droits et obligations entre les entreprises sucrières et les producteurs de betteraves à sucre. Des dispositions-cadres régissant les accords entre eux seront établis.

Ces dispositions couvriraient les conditions d'achat, de livraison, de prise en charge et de paiement des betteraves, y compris les accords de livraison avant les ensemencements.

Mais la fin des quotas -quand elle interviendra- va modifier la relation des planteurs avec leur entreprise, avec pour conséquence une évolution probable de la "carte betteravière" en France. La contractualisation viendra naturellement s'y substituer. Mais dans un environnement "moins protégé", les acteurs de la filière vont chercher à reconfigurer au mieux leurs outils de production. Les industriels viseront à optimiser et rationaliser leur outil notamment à partir du critère comme l'éloignement de l'usine et aussi par les durées de campagne. Les producteurs de betteraves chercheront aussi à rationaliser leurs chantiers, à partir de leurs atouts personnels, à pérenniser ou non cette activité en fonction des potentialités de la région.

Un autre paramètre interviendra : le statut de coopérateur ou de non coopérateur.

La fin de quotas sera sans doute le vecteur d'une restructuration de la filière.



Campagne	2009	2010	2011
Production européenne	17,5 Mt	15,4 Mt	18 Mt

Une récolte française et européenne exceptionnelle

Avec des surfaces en hausse de 2% et sur la base d'un rendement moyen en forte progression, à plus de 14 t/ha, la production métropolitaine pourrait atteindre, voire dépasser 4,9 Mt, soit une hausse de près de 16%.

En y ajoutant la production des DOM de 250 000 tonnes, la production fraîche totale en France dépasserait 5,1 Mt, supérieure au niveau de 2009-10. Elle se répartirait entre 3,25 Mt de sucre du quota et 1,9 Mt hors quota, en hausse de 50%.

La production européenne est dans la même configuration. Le potentiel élevé des cultures betteravières, lié à la précocité et aux excellentes conditions de semis a été préservé, malgré la sécheresse du printemps dans la plupart des pays européens, à l'exception des pays méditerranéens. La production européenne devrait battre le précédent record de 2009.

L'Allemagne, la France et la Grande-Bretagne devraient afficher les plus fortes hausses.

Un niveau de production suffisant pour couvrir l'intégralité des besoins intérieurs, y compris la production d'éthanol.

Pierre-Yves LELONG
plelong@cerfrance-amiens.fr



Embellie pour les vins français

En 2011, les vins ont d'une manière générale bénéficiés de prix de vente supérieurs aux années précédentes, à l'exception de certaines appellations, comme le muscadet ou le gros plant.

Production et récolte 2011 les vins français renouent avec une conjoncture favorable

Avec une prévision de 270 millions d'hl, la production mondiale de vin reste stable (+0,4%), malgré une baisse sensible de la superficie (- 66 000 ha en 2010 et - 60 000 ha en 2011). L'Europe suit ces deux tendances, avec une production qui se maintient à 158 millions d'hl (+1%) et une diminution des surfaces liée à des arrachages importants dans certains vignobles.

Les évolutions restent néanmoins variables selon les pays producteurs. Les productions française, espagnole et italienne représentent à elles seules la moitié des volumes produits sur la planète. Or, en 2011, seule la production française progresse et de façon très significative (+11%).

La France reprend ainsi sa place de premier producteur mondial devant l'Italie. Les productions italienne et espagnole enregistrent quant à elles un recul respectif de 8% et 5%.

Les viticulteurs français entrent ainsi dans une période plus favorable, avec l'opportunité de conquérir des parts de marché que leurs voisins ne pourront satisfaire.

Mais le véritable challenge de la filière française résidera dans sa capacité à utiliser cette opportunité conjoncturelle pour conforter durablement son positionnement sur le marché mondial.



Récolte viticole mondiale 2011

	Récolte (millions hl)	Évolution 2011-2010 (en %)
Monde	270	+ 0,4
Europe	158	+ 1
Dont France	50	+ 11
Italie	42	- 8
Espagne	36	- 5

Source : AGRESTE



Récolte viticole française

	Récolte 2011 (milliers hl)	2010 moyenne 5 ans (en %)
Chapagne	2 987	+ 3
Bourgogne Beaujolais	2 437	- 2
Alsace	1 247	+ 11
Savoie	130	+ 9
Jura	113	+ 25
Val de Loire	3 031	+ 3
Charente	8 935	+ 11
Sud-Ouest	3 909	- 16
Bordelais	6 206	+ 7
Languedoc Roussillon	14 570	+ 7
Corse	300	- 5
Autres vignobles Sud-Est	5 458	+ 1

Qualité de récolte inégale sur la façade maritime

Globalement, la production française a progressé de 11 % par rapport à 2010, ou de 7% si l'on tient compte des cinq dernières années.

Dans les bassins de production de l'ouest de la France, les mauvaises conditions climatiques ont généré une grande disparité de rendement et de qualité. Les cépages à vendange précoce ont souffert de l'été pluvieux mais la belle arrière-saison automnale a favorisé la qualité des vendanges plus tardives.

Évolution des exportations de vin français sur les 8 premiers mois 2011 (hors chapagne)



	Volume (millions hl)	2011-2010 (en %)	Valeur (milliards €)	2011-2010 (en %)
Export total	8,3	+ 6	3,1	+ 17
Export UE	5,4	+ 1,3	1,4	+ 1,5
Export hors UE	2,9	+ 14	1,7	+ 33

Source : AGRESTE

Tendance des marchés

La filière française boostée à l'export.

À moyen terme, la consommation mondiale devrait poursuivre sa progression annuelle de 3% (source ISWR). L'export restera ainsi le principal moteur de reprise de la filière viticole française.

Depuis janvier, les exportations françaises connaissent une croissance extrêmement significative. Les volumes augmentent de 6% par rapport à 2010 (+ 12 % par rapport à 2009). L'augmentation en valeur s'établit, quant à elle, à + 17 %, avec une nette relance des vins de Bourgogne et du Bordelais.

En volume, la reprise des exportations de vins tranquilles est concentrée sur les USA, l'Asie et la Russie. Les bassins de production qui exportent hors du périmètre européen, et principalement vers ces trois marchés, avaient subi de plein fouet les effets de la crise de 2008. Ils bénéficient aujourd'hui de cette embellie. C'est notamment le cas du Bordelais qui domine très largement le marché export chinois.

La viticulture française reprend également des parts de marché en Europe, notamment grâce aux marchés allemand et britannique.

Globalement, la reprise des exportations libère le marché français de volumes à commercialiser et favorise ainsi son équilibre. Ainsi en 2011, les vins ont d'une manière générale bénéficiés de prix de vente supérieurs aux années précédentes, à l'exception de certaines appellations, comme le muscadet ou le gros plant.



Pierre-Gérard POUTEAU
ppouteau@49.cerfrance.fr



Jeu de chaises musicales sur le marché français L'émergence des Vins de France bouscule les positionnements traditionnels

Depuis deux ans, les Vins de France avec mention de cépage (sans Indication Géographique), issus de la nouvelle réglementation, enregistrent une très forte progression de leurs ventes. Elles représentent aujourd'hui 25 % des ventes de vins de France sous contrat. Mieux valorisés, ils bénéficient de prix plus attractifs et séduisent davantage le consommateur. Dans certaines régions, comme le Languedoc Roussillon, ils permettent aux exploitations viticoles de renouer avec l'équilibre économique, grâce à un prix de vente moyen plus élevé.

Par contre, ces vins viennent parfois concurrencer des AOP, voire déséquilibrer la commercialisation de certaines productions. C'est le cas de l'AOP "Cabernet d'Anjou" (rosés), dont les ventes ont été désorganisées par l'arrivée de volumes supplémentaires de vins rosés, en partie des vins de France. Leur mévente a généré une augmentation des stocks de report dans les exploitations.

LE MARCHÉ DU LAIT

Retenir les leçons du passé et rester vigilant quant à la durabilité de l'envolée des prix

Alors qu'un changement profond se dessine pour la filière laitière européenne : fin des quotas au 31.03.2015, contractualisation, double prix...). Le prix du lait caracole avec les sommets connus en 2007.

Les raisons de cette envolée

Une demande mondiale dynamique portée par la reprise des importations asiatiques qui capte les volumes disponibles des 4 principaux pays exportateurs (Nouvelle Zélande, les Etats-Unis, l'Australie et l'Union Européenne).

À titre d'exemple, les importations chinoises ont été multipliées par 4 depuis 2009, pour la poudre 26% provenant de Nouvelle Zélande.

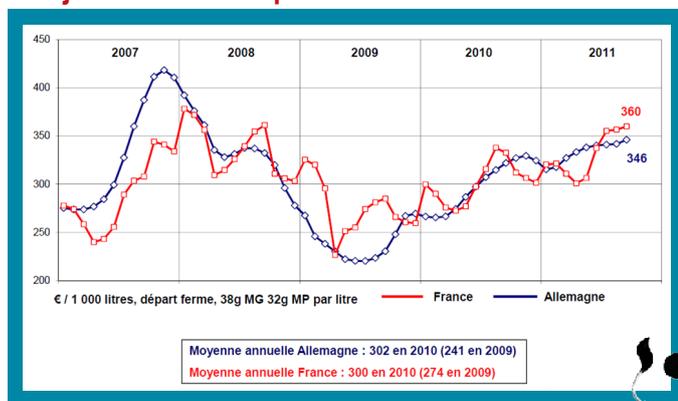
L'Union Européenne n'est pas en reste et demeure leader sur l'export des fromages et de la poudre 0%. Ce dernier produit connaît pour l'UE une progression de 32% sur le marché mondial sur les 7 premiers mois.

Les prix des produits industriels du lait sont donc logiquement bien orientés d'où la flexibilité positive vérifiée dans les critères de paiement du lait aux agriculteurs français.



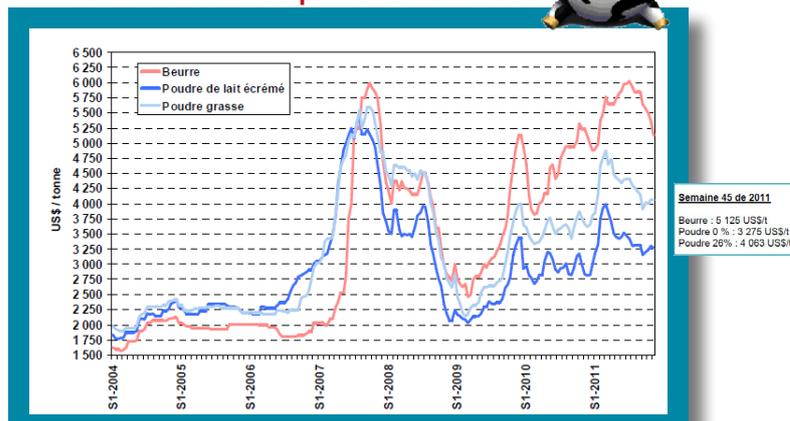
Bonne conjoncture ou pas, il y aura donc bien une diversité de prix pratiqués au sein de la filière laitière.

Le prix du lait à la production en France et en Allemagne de janvier 2007 à septembre 2011



Source : CNIEL / FranceAgriMer et ZMB

Cours mondiaux des produits industriels



Source : FranceAgriMer d'après USDA

Des signaux à considérer

- La crise économique pourrait freiner la croissance de la demande et freiner les importations asiatiques
- Les enchères Fonterra après avoir connu un ajustement à la baisse en septembre 2011 semblent observer une certaine consolidation sur la fin de l'année 2011 ;
- La production des pays exportateurs progresse tirée par des prix attractifs
 - **Nouvelle Zélande** : +12% par rapport à 2009-10 avec désormais plus de 18 millions de Tonnes.
 - **États-Unis** : hausse de la production depuis 10 ans avec +1,7% sur les 3 premiers trimestres 2011 par rapport à 2010.
 - **L'Australie** connaît aussi un gain de production de 1,7% sur les 3 premiers trimestres de 2011 après une baisse sensible en 2009.
 - **L'Argentine** qui progresse de plus de 14,5% sur les neufs premiers mois de 2011 pour dépasser les 7 millions de tonnes.
- L'importance de la compétitivité à l'export dans l'hypothèse d'un retour à l'équilibre "offre - demande".
- **Les États-Unis** gagnent des parts de marché à l'export notamment sur le segment poudre 0% où l'Europe est leader.
- **La Nouvelle Zélande** reste le compétiteur incontesté sur la poudre grasse vers l'Asie.
- **Les exportations européennes** s'effritent en volume sur 2011 en poudre grasse et beurre y compris sur nos marchés captifs que sont la Russie, l'Afrique du Nord et le Moyen Orient.
- L'évolution de la collecte en Europe sur 2011 bien que contrastée selon les pays progresse de 2,2% sur les 9 premiers mois de l'année, impose une plus forte fabrication de produits industriels, dans la mesure où la consommation interne des PGC et leurs exports ne suivent pas ce rythme.

La quote-part de produits industriels plus importante et un handicap de compétitivité sur certains segments à l'export se vérifie. Ainsi le différentiel de prix entre la cotation mondiale et la cotation européenne sur le beurre est aujourd'hui important. Ce manque de compétitivité peu impactant aujourd'hui pourrait peser lorsque les besoins d'exporter du beurre européen se feront sentir.

Quelle capacité à répercuter ces niveaux de prix ?

Malgré tout, les éléments de conjoncture sur le marché des produits laitiers demeurent globalement positifs ce qui permet d'envisager une reconduction du prix du lait de 2011 sur la première partie de l'année 2012.

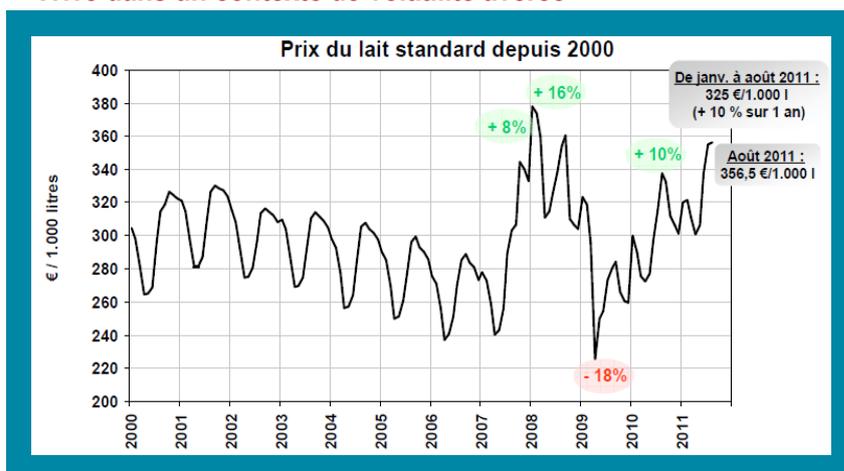
Mais si la conjoncture est une chose, la capacité des entreprises à répercuter la hausse du prix du lait en est une autre.

Le contexte de récession qui semble se profiler risque une nouvelle fois d'accentuer la pression sur le pouvoir d'achat des consommateurs. Rappelons nous la passe d'arme, toujours actuelle en novembre 2011, entre deux poids lourds (Lactalis d'un côté et Leclerc de l'autre).

De même, certaines laiteries demeurent en dehors des accords interprofessionnels. Si la situation sur les produits industriels (beurre et poudre) ne pose plus de problèmes à ces niveaux de prix, les difficultés sont davantage sur les PGC de base et le lait de consommation en particulier.

Bonne conjoncture ou pas, il y aura donc bien une diversité de prix pratiqués au sein de la filière laitière.

Vivre dans un contexte de volatilité avérée



○ : évolutions sur 1 an (% par rapport à l'année N-1)
Source : FranceAgriMer

La quasi-disparition de la gestion publique du marché du lait et la mondialisation sont source de variabilité durable.

Être producteur de lait c'est s'adapter à cette réalité observée depuis 2007. Le paquet lait sans cesse retardé n'est pas de nature à changer ces fondamentaux.

Le cycle de production du lait est l'un des plus longs en agriculture.

Il implique un positionnement pluriannuel dans sa stratégie qu'il s'agisse d'investissement, de coût de production, de segment de marché, de financement, de technicité.

À l'embellie d'une conjoncture doit correspondre une démarche de réserve financière pour passer les périodes les moins porteuses et préserver la compétitivité de l'outil.

2007 puis le creux de 2009 est à cet effet révélateur : 2011 et début 2012 doit être l'occasion de conforter les trésoreries pour préserver la performance et l'adaptation des outils de production.

LE MARCHÉ DU LAIT BIO

L'engouement pour les produits ne se dément pas
Le marché du lait bio profite de ce phénomène de société et vérifie un fort dynamisme



Un marché tiré par l'achat des ménages

Après 2010, une forte progression des achats des ménages se poursuit sur les produits lait bio en 2011.

La fabrication de produits de grande consommation, à partir du lait bio progresse parallèlement.

→ **Le lait conditionné** affiche plus de 16% de croissance après avoir connu 9% d'évolution sur 2010.

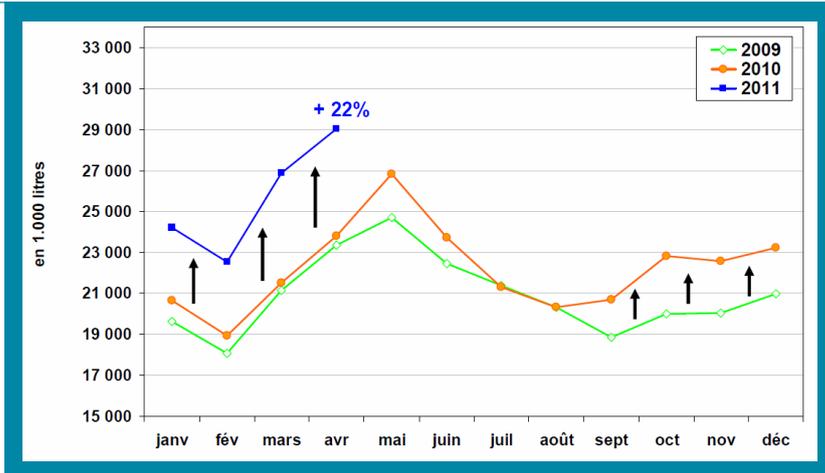
→ **Les produits frais** se démarquent plus encore avec 27% d'évolution.

→ **Le beurre et fromages** ne sont pas en reste avec respectivement une évolution de + 19% et 20% sur les six premiers mois de 2011.

Un transformateur ne peut se dispenser dans sa gamme de produits bio. D'une niche, le lait bio est devenu un segment de marché source de valeur ajoutée.

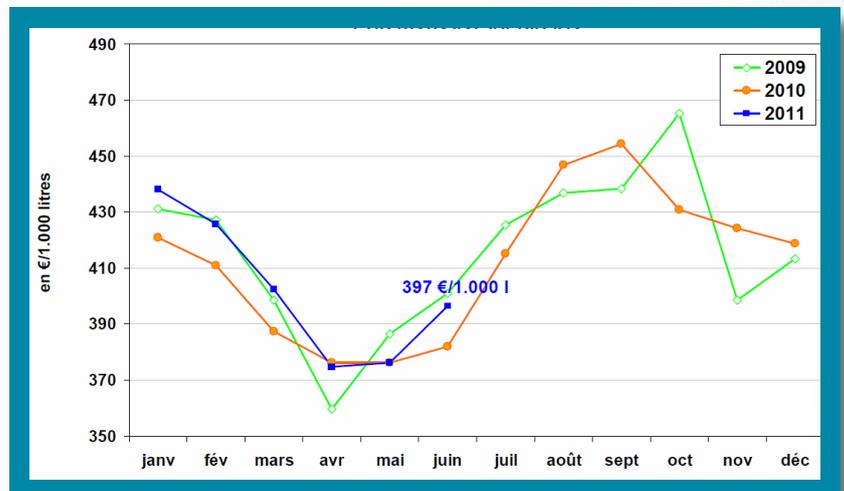
Les acteurs de la distribution dynamisent le marché en multipliant l'offre dans les rayons. S'ajoute à la grande distribution, acteur principal de cette offre, une dynamique des circuits courts qui s'organisent de plus en plus tel qu'on le vérifie en Bretagne.

Collecte mensuelle de lait bio



Source : FranceAgriMer

Prix mensuel du lait bio



Source : FranceAgriMer

La production à la peine

La France importe encore pour couvrir ses besoins malgré une recrudescence des conversions sur 2010 et 2011. Elles apporteront à la collecte un plus de près de 110 millions de litres par rapport à 2009.

Ce marché actif du lait bio dynamise la collecte française.

La transformation s'organise également et certaines laiteries, dans l'Est de la France, n'hésitent pas à sous-traiter à d'autres partenaires la transformation de lait bio pour être plus efficaces sur des volumes plus importants.

Le lait : augmentation de la part du bio

La part du lait "bio" dans le segment lait de consommation progresse.

Elle était de 2,6% en moyenne en 2007, de 3,9% en moyenne en 2010 et s'élevait à 4,4% en moyenne sur les 9 premières périodes de 2011.

Le prix payé aux producteurs incitatif depuis 3 ans

Depuis trois ans, le prix du lait bio maintient un différentiel attractif / standard et motive les conversions au côté des aides de l'Europe.

Les variations de prix antérieures à 2009 rappellent toutefois le fragile équilibre offre / demande à gérer.

À noter que les différentiels prix lait bio / lait standard a tendance à se réduire lorsque le lait conventionnel connaît une forte évolution.

Une offre et une demande nationale à mettre désormais en adéquation

La dynamique de la demande impose une organisation en amont : qualité, quantité, différenciation de prix, gestion de l'offre par rapport au besoin sont l'enjeu.

La confortation de cette filière naissante pour capter un marché national, source de valeur ajoutée et s'affranchir des importations est le défi.

À l'aube de la contractualisation, de la fin des quotas, d'une PAC soucieuse d'environnement, de biodiversité, il serait dommageable de ne pas saisir cette opportunité en lait pour la filière.

Jean-Yves MORICE
jymorice@53-72.cerfrance.fr



Alain LEBOULANGER
aleboulanger@50.cerfrance.fr



Les prix à la production flambent... mais la filière s'inquiète

Jamais de mémoire d'éleveurs on a vu des prix des bovins gras aussi élevés. Toutes catégories confondues, le cours des gros bovins s'élevait à 3,40 € le kg soit + 12% en 1 an.



Que ce soit en jeune bovin (+ 13% soit près de 4€), en vache de réforme (3,12 en classe O), en bovin de haute qualité bouchère, les cours reflètent le manque de disponibilité d'animaux à abattre. Seuls les animaux maigres ne participent pas à la fête et se contentent d'une hausse de 8 % dans un marché moins spéculatif.

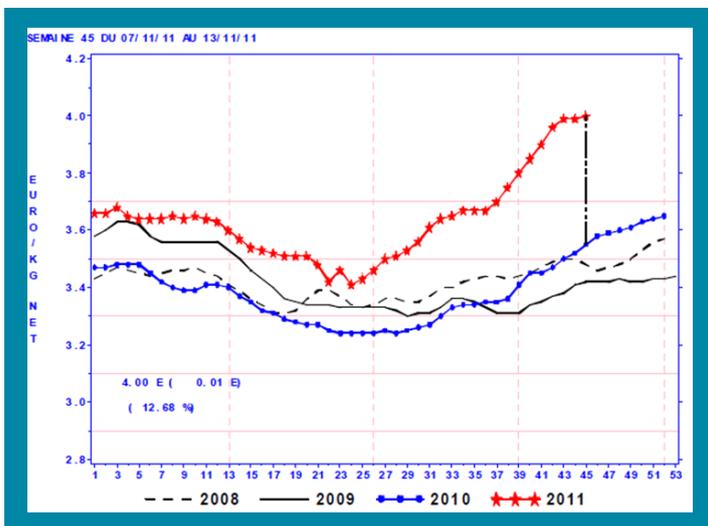
Cette pénurie de viande finie est la conséquence d'une évolution de la structure des élevages allaitants avec plus de naisseurs, une diminution des ateliers d'engraissement et des importations limitées en vaches de réforme laitière (19 000 T en 2011 contre 83 000 T en 2011). Ajoutons à cette diminution de l'offre, une augmentation des exportations d'animaux finis sur pied ou semi-finis (+ 7% en 1 an).

Cette baisse touche toute l'Europe, notamment l'Allemagne où l'abattage a baissé de 9% depuis 2010. C'est dans ce contexte que le feuillet de l'été 2011 s'est déroulé, le scénario concernant les opportunités d'exportation de bovins à destination de la Turquie et des pays méditerranéens. Le story board mettait en scène la Fédération Nationale Bovine (FNB) et son président Pierre Chevalier favorable à une offensive à l'exportation et les abatteurs avec JP Bigard en tête, anticipant le manque de carcasse à transformer dans leurs outils. En vedette américaine, le ministre de l'agriculture est venu brouiller le message.

Ce feuillet tourne court aujourd'hui dans ce contexte de pénurie et de prix attractifs, pourtant 25 000 JB ont pris le chemin turc. Les acteurs semblent maintenant attendre une éventuelle détente du marché pour revenir en scène. C'est d'ailleurs toute la question !

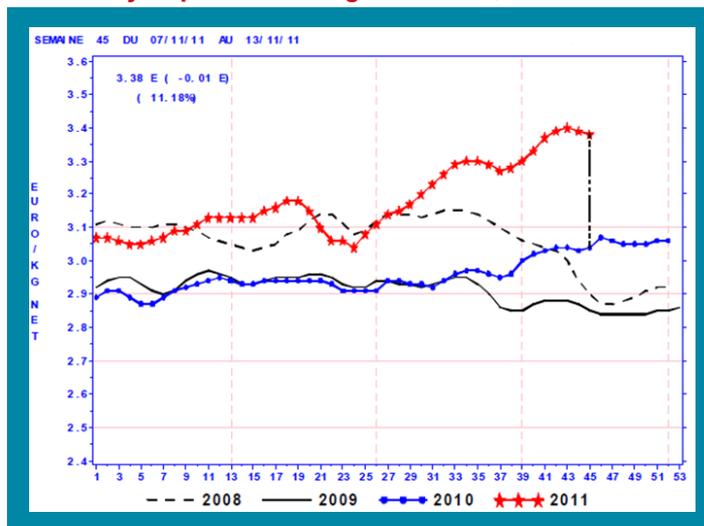
Est-ce que l'attractivité des cours peut relancer la production en 2012 ? Peut-elle inciter les éleveurs à augmenter les mises à l'engrais ? Ou bien est-on dans une diminution structurelle de l'élevage et donc de l'offre de viande sur le marché français et européen ?

Cotation hebdomadaire française du jeune bovin classé "U"



Source : FranceAgriMer

Prix moyen pondéré des gros bovins, entrée abattoir



Source : FranceAgriMer

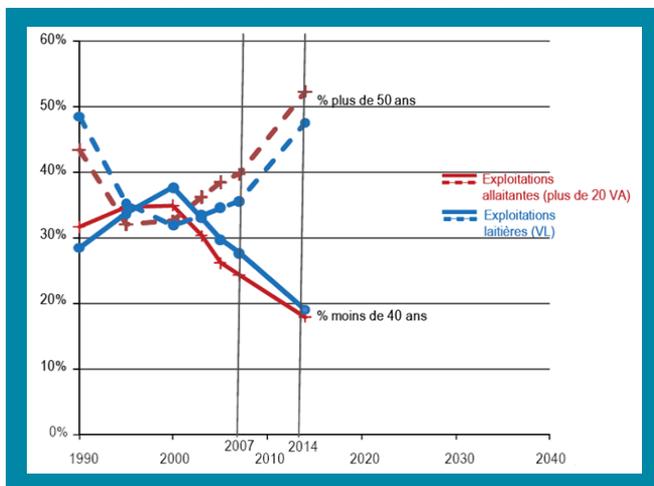
Les abatteurs à la peine...

La tension sur les prix sortie des fermes déstabilise le fragile modèle économique des abatteurs. Pour faire tourner leurs outils, ils se font concurrence pour s'approvisionner et accentuent la hausse des prix alors qu'ils ont beaucoup de difficulté à la répercuter chez les distributeurs.

Pourtant, en cette fin d'année, les problèmes d'approvisionnement des linéaires sont tels que les distributeurs acceptent de plus en plus ces hausses pour répondre à la demande des consommateurs. Certains observateurs pointent déjà du doigt le syndrome ovin.

La relative pénurie du marché y a entraîné une hausse élevée des prix à la distribution et ensuite une baisse de la consommation. Attention donc au risque de transfert dans le panier de la ménagère : moins de steak et plus de côtelettes et de poulets, pour le plus grand plaisir des producteurs de porcs ou de volailles.

Évolution du % d'éleveurs de - de 40 ans et + de 50 ans



Source : Agreste Enquêtes Structures - Traitement Institut de l'Élevage

L'institut de l'élevage s'inquiète de l'évolution de la démographie des éleveurs français, très défavorable à une augmentation de la production de viande grasse.

En 2014, plus de la moitié d'entre eux auront plus de 50 ans, alors que les moins de 40 ans seront moins de 20 %. Une situation intenable pour maintenir le potentiel de production actuelle : une évolution inéluctable vers un système naisseurs généralisé ?

Principaux groupes en viande dans le monde



Entreprises	Pays d'origine	Tonnage boeuf (Millions de T)	Tonnage multi-espèces (Millions de T)
JBS	Brésil	7,65	12,50
Tyson	États-Unis	3,83	8,10
Cargill	États-Unis	3,18	4,50
Marfrig	Brésil	1,10	2,40
Smithfield	U E	0,56	5,50

Source : FranceAgriMer

Le marché mondial des viandes devient une affaire de "global players"

En quelques années, le marché de la viande bovine s'est concentré, industrialisé. Les 10 premiers groupes contrôlent 15 % de la production mondiale et la majeure partie du commerce. Au départ, ces groupes, notamment les Brésiliens JBS ou Marfrig exportaient à partir de leurs unités industrielles des pays d'origine.

Aujourd'hui, ces opérateurs sont présents dans les régions consommatrices avec le rachat d'unité de transformation. Marfrig a acheté Moy Park en Grande Bretagne et JBS, Inalca en Italie, preuve que ces groupes s'intéressent au marché européen et deviennent des acteurs de l'abattage et transformation.

Ces stratégies expansionnistes sont motivées pour limiter l'exposition aux risques sanitaires en répartissant les régions de production et de transformation et pour tirer profit de la libéralisation des marchés. Enfin, elles permettent d'arbitrer sur des paramètres économiques (change, main d'œuvre, aliments, technologies...).

Ajoutons que ces groupes sont tous multi-espèces (boeuf, porc, volaille) et qu'ils ajustent leur chiffre d'affaires à partir d'arbitrages entre leur panier de produit. Cependant, certains États s'inquiètent de la position dominante des "global players" et sont intervenus pour interdire la vente de groupes nationaux.

De plus, l'année 2011 révèle des difficultés financières pour ces mastodontes de la viande. Tyson est dans le rouge et Cargill cherche à vendre certains abattoirs. Preuve que ce modèle économique est loin d'être stabilisé.

* *Entreprise qui conçoit sa stratégie et réalise son activité à une échelle mondiale, détient une part de marché significative au niveau mondial dans un secteur d'activité précis.*

L'année 2011 confirme que le secteur des viandes bovines est en pleine mutation. La demande mondiale redistribue les cartes à l'intérieur des filières, en France et en Europe. On mesure l'importance de maintenir une filière d'engraissement en France. Cela interroge sur l'architecture des aides aux élevages et sur l'opportunité du couplage de la prime vache allaitante.

Jacques MATHÉ
jmathe@79.cerfrance.fr





FILIÈRE PORCINE

Vers une bonne année 2012 ? : mais quelle stratégie long terme pour notre pays ?

Faire des prévisions est hasardeux, mais c'est bien la question qui est sur toutes les lèvres en production porcine. Premièrement parce que l'espoir fait vivre, deuxièmement parce que le cycle des prix est tellement atypique, la demande des pays asiatiques est toujours importante et une sensible baisse de cheptel truies semble se dessiner. Décryptage.

Une demande soutenue dans les pays asiatiques

Depuis le début de l'année, la courbe de prix est tout à fait atypique, avec une hausse de printemps non confirmée pendant l'été et un bon maintien du prix depuis septembre.

Le marché est tiré par la demande mondiale. Les importations de la Russie, de la Chine, du Japon ont augmenté de 33% sur les 7 premiers mois de l'année. Cette demande a profité aux USA et aussi à l'Europe.

Sauf récession sévère sur ces pays, on peut penser que la tendance restera la même sur du moyen et long terme, car la viande de porc, au même titre que la volaille devrait voir sa consommation mondiale augmenter de l'ordre de 20 % entre 2010 et 2020 et de 15 % ensuite suivant les études de l'OCDE, de la FAO.

La consommation intérieure se maintient également.

L'offre commence à donner des signes d'essoufflement

Bien que les statistiques d'abattage restent en hausse ou stables sur les 9 premiers mois de l'année dans toutes les zones de production, des signes laissent penser à une inversion de tendance :

- Un recul en septembre en Allemagne, au Danemark,
- Des statistiques européennes sur 85 % du cheptel européen, indiquent en mai-juin une baisse de 5 % des truies reproductrices. Même avec une hausse de la productivité l'offre 2012 risque d'être en dessous de l'offre 2011.

Dans nos CER FRANCE, nous notons aussi des mouvements dans les élevages, cessations d'activité, ventes d'élevage, mise en cohérence des effectifs et des bâtiments. Globalement c'est quand même la demande qui tire les prix. Quel sera l'effet de la crise économique actuelle sur cette demande des pays asiatiques notamment ?

Un coût de revient durablement haut ?

La rentabilité des exploitations se joue beaucoup sur le prix de l'aliment qui représente entre 55 et 65 % du coût de revient. Avec des prix élevés des céréales, même si la tension semble moins forte actuellement qu'au printemps le prix de l'aliment risque de rester élevé. Cela fait maintenant 5 ans que la marge sur coût alimentaire a décroché. L'espoir des éleveurs est donc dans la hausse durable du prix de vente.

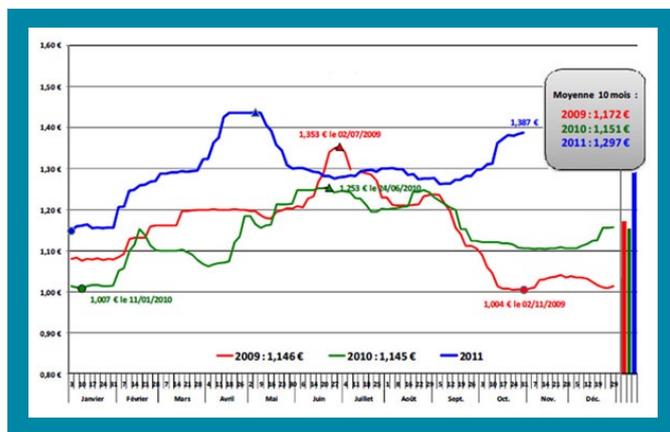
Un fonctionnement de filière à retrouver en France

Les différents rapports sur la compétitivité de la filière française mettent en exergue plusieurs éléments :

- Un coût de production en France dans les plus bas, mais avec des bâtiments vieillissants
- Pas de politique de filière, chaque maillon essayant de maximiser son profit (ou de minimiser ses pertes)
- Pas de projet fédérateur entre les différents acteurs de la filière
- Des gammes de produits très larges et pas toujours cohérentes avec la demande des opérateurs aval.
- Une inquiétude sur notre capacité à rebondir par un manque de stratégies : pas de stratégie intégrant la mondialisation de la production et des opérateurs de filière, ni de stratégie de différenciation pertinente.

Les différentes analyses seraient à méditer en profondeur par toute la filière, car, sans évolution, l'avenir de la production française semble compromis à moyen terme.

Cours du porc M.P.B. (départ élevage 56 TMP)



Source : Marché du porc breton

Anne-Yvonne HENOT
ayhenot@29.cerfrance.fr



FILIERE AVICOLE

Une année sans soubresaut pour les agriculteurs



Depuis 4 ans, la filière avicole française est en phase de déprise par rapport à nos concurrents européens. Mais les résultats des élevages se maintiennent bien et le moral des éleveurs est bon. Le dynamisme de la filière française est toujours tiré par le grand export, notamment au Moyen Orient. Or ces pays bénéficient encore d'un pouvoir d'achat important grâce aux devises générées par le pétrole.

Une stabilisation de la production sur 2011 ?

Depuis 10 ans la production de volailles françaises n'avait cessé de baisser, avec une baisse moyenne annuelle de 2%. Or sur les 9 premiers mois de 2011, une reprise est observée. La progression serait de +1,6% toutes volailles confondues. Cette croissance est tirée par le poulet (+3,8%), alors que la production de dinde reste toujours en forte baisse, notamment sur le premier semestre. (chiffres France Agrimer). Cette production en hausse en 2011 est tirée par la demande mondiale. Les exportations françaises sur les 8 premiers mois de l'année progressent de 20,5% sur pays tiers. Sur les pays européens la hausse des exportations de poulets est équivalente à la baisse des exportations de dinde. Dans le même temps nos importations sont en très forte hausse de 9,5%, la majorité venant de l'Europe. La consommation mondiale est toujours bien soutenue. Dans les prévisions de la OCDE pour 2030 la croissance en consommation de viande de volailles serait la plus forte de toutes les viandes. Sur le moyen terme on peut s'interroger sur l'impact de la crise économique mondiale de cette fin 2011 ? La consommation française montre quelques signes de faiblesse (-1,2% en volume) depuis le début de l'année, mais en partie expliquée par la hausse des prix, car en valeur la croissance est de 6,2%.

Le maintien des marges des éleveurs

Le parc bâtiment s'étend considérablement érodé, les rotations sont toujours fortes dans les bâtiments afin de satisfaire les besoins des opérateurs d'aval. La répercussion de la hausse de l'aliment a été possible pour cette filière, même en label où l'impact est le plus fort. Les marges brutes hors poussin-aliment se maintiennent bien.

Un fonctionnement de filière à retrouver en France

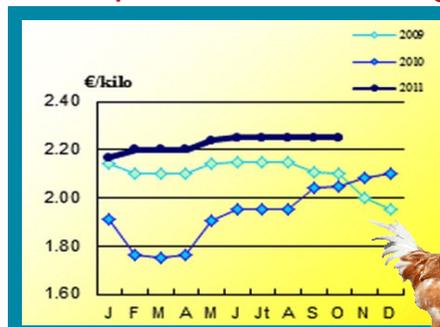
Alors que tous nos regards étaient tournés vers le Brésil, jugé comme notre très gros concurrent, le "danger" est venu de l'Allemagne qui a totalement restructuré et optimisé sa filière. Avec une croissance de 5,4% en moyenne sur 10 ans, l'Allemagne est devenue autosuffisante. La France y a perdu ses marchés export et est même devenue importatrice.

Nos importations actuelles en provenance de l'Europe sont des produits frais et de la découpe de poulet standard ; cela pose le problème de notre compétitivité sur notre marché intérieur.

Les différents audits et études prospectives réalisés par France Agrimer, l'Itavi, l'INRA ont bien identifié les faiblesses de la filière française. Les constats sont les mêmes qu'en production porcine (voir article filière porcine).

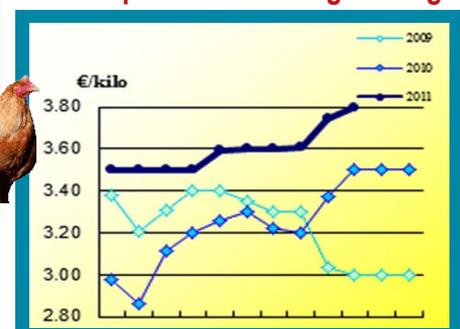
Des réunions de travail se mettent en place, semble-t-il, entre les différents maillons de la filière ; l'avenir dépendra beaucoup de leur capacité à bâtir un plan stratégique français. La réforme de la PAC 2014 nous laisse un espoir, car les restitutions y sont maintenues, éloignant ainsi une épée de Damoclès pour les éleveurs français qui sont les principaux bénéficiaires.

Prix du poulet PAC standard - Rungis



(Actualisation le 08.11.2011)
d'après la note de conjoncture de l'ITAVI
Source : SNM

Prix du poulet Label Rouge - Rungis



Anne-Yvonne HENOT
ayhenot@29.cerfrance.fr



Voir loin, les pieds sur terre

CN CER FRANCE

18 rue de l'Armorique 75015 PARIS
Tél. + 33 (0)1 56 54 28 28 Fax. + 33 (0)1 56 54 28 29
e-mail : conseilnational@cerfrance.fr / www.cerfrance.fr

Directeur de la publication : Christophe Lambert
Directeur de la rédaction : Jean-Marie Séronie
Rédacteur en chef : Marc Varchavsky
Membres du comité de rédaction : Philippe Boulet, Alain Fournier, Anne-Yvonne Henot, Alain Le Boulanger, Pierre-Yves Lelong, Thierry Lemaitre, Jacques Mathé, Jean-Yves Morice, Alain Papot, Christine Pelloux, Pierre-Gérard Pouteau, Jean-Marie Séronie, Marc Varchavsky
Conception-réalisation : Isabelle Lévêque
Crédit photos : CER FRANCE Poitou-Charentes